ME62

18 février 2016 – Jean Arthuis à l'Hôtel de Ville d'Arras

« L'Europe, dernière chance pour la France »

La venue de Jean Arthuis dans la salle des fêtes de l'Hôtel de ville d'Arras a réuni une centaine de personnes.

Jean Arthuis s'est livré à une analyse sans concession des insuffisances de l'Union : budget insuffisant et particulièrement rigide, Parlement « Hémiplégique » qui vote les dépenses mais n'a pas le pouvoir de lever l'impôt.

Les Etats ont négligé l'Union Européenne, ne se sont pas soucié de la renforcer pour qu'elle soit capable de faire face aux crises, n'ont pas anticipé celles-ci malgré les signes annonciateurs : l'euro a été créé sans gouvernement, le marché intérieur a été conçu sans se soucier d'harmonisation fiscale et sociale, la politique extérieure ne s'appuie pas sur une défense européenne, l'espace Schengen ne dispose pas d'une défense des frontières extérieures efficace.

Ces insuffisances expliquent le manque de confiance des citoyens.

Pour surmonter les crises – migrations, Ukraine, euro, Brexit - l'Union européenne soit se fédéraliser en commençant pas la zone euro.

La France, comme les autres pays européens, ne résistera à la mondialisation que dans un cadre européen. Pour cela elle doit elle-même se réformer.

Après des échanges avec la salle, Jean Arthuis a dédicacé son ouvrage « L'Europe, dernière chance pour la France »

Le public a été invité à prendre un verre amical.

Etaient présents plusieurs élus qui soutiennent le Mouvement Européen, Jean-Marie Vanlerenberghe, sénateur, Jacqueline Maquet, députée, Hélène Flautre, ancienne député européenne.

Une trentaine d'adresses courriel à ajouter au fichier de diffusion, a été collectée.

Jean Arthuis : « L'Europe doit se fédéraliser et la France se réformer »

Le centriste Jean Arthuis préside aujourd'hui la commission des budgets du Parlement européen. Il sera à Arras le 18 février pour donner une conférence : « L'Europe, dernière chance pour la France ».

PROPOS RECUEILLIS
PAR HUBERT FÉRET
arras@lavoixdunord.fr

Jean Arthuis donnera une conférence le jeudi 18 février, à la salle des fêtes de l'hôtel de ville.

Rejet de l'Europe : « C'est le bouc émissaire idéal »

▶ Dans notre région plus qu'ailleurs, le vote FN exprime notamment un rejet profond de l'Europe, pour imputer à Bruxelles la responsabilité de tous les maux français. Que diriez-vous pour convaincre que ça n'est pas le cas ?

« L'Union européenne n'a que les moyens qui lui sont consentis par les états membres. Or, ceux-ci ont gardé l'essentiel de leurs prérogatives et condamnent l'Europe à donner souvent en spectacle son impuissance. L'Europe n'est pas gouvernée et reste une addition d'égoïsmes nationaux. Son budget est marginal (1 % du PIB) et anachronique, enfermé dans un corset étroit de sept ans. Dès que survient une crise, celle des dettes souveraines, notamment en Grèce, ou celle des migrations, les chefs d'État ou de gouvernement n'en finissent pas de trouver les moyens requis. C'est peu dire que l'Europe prend le risque de sortir de l'Histoire. Cela étant, elle reste le bouc émissaire idéal pour masquer les effets désastreux des politiques nationales calamiteuses. Dans le même cadre institutionnel européen, l'Allemagne atteint le plein-emploi alors que la France s'enfonce dans le chômage de masse. Si l'Europe a besoin de se fédéraliser, en commençant par la zone euro, la France a le devoir de se réformer en profondeur. Les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont manqué de courage. À l'heure de la globalisation, seule l'Europe nous donne le poids nécessaire pour influencer l'organisation du monde. Mais soyons lucides, sortons la France de ses chimères et osons renverser la table ! » ■

CONFÉRENCE LE 18 FÉVRIER

Jean Arthuis donnera une conférence le jeudi 18 février, à 18 h 15, à la salle des fêtes de l'hôtel de ville d'Arras, à l'invitation du Mouvement européen. Sur le thème (qui est aussi le titre de son dernier ouvrage): *« L'Europe, dernière chance pour la France »*. Entrée gratuite.

• Le 14 mars, c'est Philippe Herzog qui sera à Arras, à l'office culturel (19 heures).

Euro : « En sortir nous exposerait au pire, allons plus loin ! »

▶ Pourquoi sortir de l'euro ne réglerait en rien la crise dans laquelle est engluée la France ?

« Nous avons créé la monnaie unique parce que nous avions institué un marché unique au sein duquel marchandises, services et capitaux circulent librement. Lorsqu'il y a autant de monnaies que de pays constituant une zone de marché, l'instabilité des parités entre les monnaies brise la croissance et précipite le chômage. Souvenons-nous des dévaluations compétitives des années 80 et du début des années 90. Pour y porter remède, nous avons remplacé les monnaies nationales par l'euro. Nous avons fait naître une monnaie orpheline d'État. C'est pour cela qu'il a fallu prévoir un règlement de copropriété, le Pacte de stabilité et de croissance, gage de bonne gestion. Les difficultés que nous avons connues tiennent au fait que les états membres ont refusé toute forme de gouvernement digne de ce nom. L'euro est toutefois devenu une monnaie reconnue au plan mondiale. Chacun reconnaît que c'est commode de se déplacer d'un pays à l'autre sans devoir changer de monnaie. Sortir de l'euro nous exposerait au pire. Nos dettes sont en euro. Compte tenu de la situation économique et budgétaire en France, notre monnaie nationale serait dévaluée. Au surplus, puisque nous sommes obligés de financer nos déficits publics par des emprunts auprès d'investisseurs étrangers, les taux d'intérêt augmenteraient lourdement. Nous traverserions une crise telle que celle que connaît l'Argentine depuis 2002. Ce qu'il faut, au contraire, puisque nous avons déjà une Banque Centrale européenne, c'est donner un vrai gouvernement, un budget, une Direction du Trésor et une chambre parlementaire à la zone euro. C'est alors que nous pourrons avancer efficacement pour l'emploi ». ■

Crise des migrants : « Calais, siège d'un camp monstrueux »

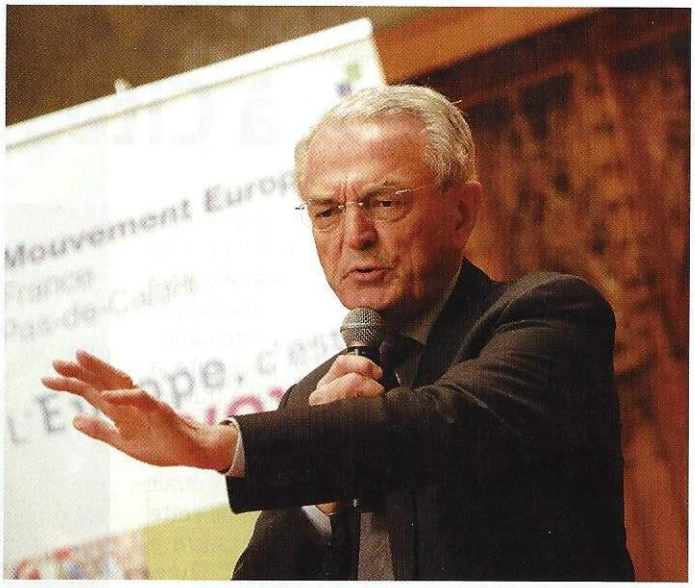
▶ Notre région doit faire face au problème des migrants, à propos duquel l'Europe semble impuissante, faute de disposer un vrai pouvoir politique. Quelle issue voyez-vous à cette crise ?

« Dans le monde entier, les migrants fuient la misère, la violence et les guerres. Les Européens ont une responsabilité, à des degrés divers, dans le sous-développement africain, les conflits en Irak, en Libye et en Syrie. Lorsque la plupart des États de l'UE ont décidé d'abolir les frontières intérieures, ils ne se sont pas préoccupés des frontières extérieures. Ils ont en fait gardé l'essentiel de leurs prérogatives. Chaque état membre décline sa propre vision du droit d'asile : délais de reconnaissance du statut de réfugié, couverture sociale, accès au travail, niveau de rémunération. Bruxelles, en l'occurrence Jean-Claude Juncker et la Commission, peuvent faire des annonces telles que la relocalisation et les quotas. En pratique, ça ne marche pas. Nous ne pouvons laisser la Grèce et l'Italie en charge de l'accueil des migrants qui traversent la Méditerranée dans des embarcations aux mains de criminels et de mafieux. L'agence Frontex, en charge des frontières extérieures, est démunie face à l'ampleur des flux de migrants. Elle peut au mieux tenir les statistiques des franchissements illégaux des frontières extérieures. On entre aisément en Europe, mais ceux qui veulent se rendre au Royaume-Uni, non-signataire de l'accord de Schengen, en sont empêchés. C'est ainsi que Calais devient le siège d'un camp monstrueux d'inhumanité. L'attitude de Cameron vis-à-vis de l'Union européenne justifierait que la France dénonce la convention du Touquet de 2003. La crise des migrations est une circonstance exceptionnelle pour nous aider à prendre conscience de l'urgence d'une Europe politique, diplomatie, j'appelle de mes vœux une Europe puissance mondiale. » ■

Arras-Actu mars-avril 2016

CONFÉRENCE

Jean Arthuis pour un gouvernement européen



C'est le fil conducteur de sa vision dans tous les domaines de l'Union des 28 pays, en résumé, Jean Arthuis prône un gouvernement européen. Invité de la section arrageoise du « Mouvement Européen » qu'anime François Vié, l'actuel président de la Commission des Budgets du Parlement Européen, Ministre français de l'Economie et des Finances de 1995 à 1997, a donné une conférence le 18 février en la salle des Fêtes de l'Hôtel de Ville. « *L'Europe*, affirme-t-il, *est une addition de politiques qui, toutes, sont instables. Il faut donc une unité de décisions* ». Et l'ancien Ministre le répétera maintes fois : « *ce qu'il manque à l'Europe, c'est un gouvernement* ». Il voit la zone euro comme l'embryon d'une Europe fédérale. Cette instance pourrait gérer aussi les migrations en les répartissant sur les Etats de manière homogène plutôt que les 28 pays appréhendent le problème chacun d'une manière différente. Jean Arthuis évoque alors la jungle de Calais : « *Cameron nous laisse le fardeau. Il faut dénoncer les accords du Touquet* ». Et, intervenant à Arras le soir même où le Premier Ministre britannique se trouvait à Bruxelles pour qu'on le convainque de maintenir la Grande-Bretagne dans l'Union, Jean Arthuis remarquait : « *Cameron se sert de l'Europe pour resserrer l'unité de son pays. Mais si l'on veut convaincre les Britanniques, il faut effectivement leur expliquer ce qu'on veut en faire* »...